



Crédit ©engrainage media

Extinction Rebellion Grenoble bloque la BNP Paribas

Ce mercredi 3 mai après-midi vers 16h30, une soixantaine de militant•e•s de Extinction Rebellion Grenoble, Scientifiques en Rebellion et autres mouvements s'est réunie devant la BNP Paribas de la place Victor Hugo. Les militant•e•s ont bloqué l'entrée et occupé le croisement routier pour dénoncer le financement des énergies fossiles par la BNP.

"Pollueur = financeur" : c'est ce que reprochent les militant•e•s à la BNP, 1er financeur européen et 5e mondial du développement des énergies fossiles. L'action de désobéissance civile non violente a commencé par le collage d'affiches et la projection de peinture à l'eau à l'aide d'extincteurs : un acte marquant mais sans lourdes dégradations qui se veut avant tout visible pour le•a passant•e.

Les militant•e•s ont ensuite bloqué les accès routiers afin de créer un espace protégé devant la banque. Cet espace a accueilli différentes prises de parole de la part de Scientifiques en Rebellion et de Extinction Rebellion Grenoble, entrecoupées de temps plus conviviaux, musicaux et ludiques. Scientifiques en Rebellion a appuyé son discours de données scientifiques autour de la BNP et de TotalEnergies, qui "prévoit d'augmenter de 25% ses extractions gazières d'ici 2030 et d'allouer toujours 70 % de ses investissements aux hydrocarbures sur la période 2022-2025"⁸, tandis que des banderoles étaient brandies devant et sur la façade de l'immeuble.

Un blocage qui s'inscrit dans le paysage militant grenoblois et français actuel et rappelle les différentes actions menées localement depuis janvier contre le projet EACOP : "Banque trop crude"¹ du côté de XR, actions d'interpellation des directions du Crédit Agricole² pour ANV-COP21, ATTAC et XR ou encore canular WECOP de Le Bruit qui Court.

L'extraction d'énergies fossiles en 2023 : un acte criminel

Grâce au pétrole, nous avons amélioré la qualité de vie des pays riches et soigné de nombreuses maladies. Mais à cause du pétrole, nous avons parallèlement soumis la moitié de la population mondiale à l'esclavagisme capitaliste et créé des maladies graves dites 'de civilisation' (maladies cardiovasculaires, diabète, cancers, tsunami autistique, etc.). À cause du pétrole, la Terre est entrée dans une première extermination de masse des espèces, cet « anéantissement biologique global » étant bien plus grave aujourd'hui que le dérèglement climatique. À cause du pétrole, l'être humain a modifié la composition biologique de la planète à tel point que des microplastiques et des

pesticides (fabriqués à partir d'hydrocarbures) sont aujourd'hui découverts dans les placentas.

Les scientifiques sont formel·les. Un réchauffement climatique au-delà de +1.5°C, objectif de l'Accord de Paris de 2015 ratifié par la France, serait très grave car il enclencherait des boucles de rétroaction méconnues à ce jour. Dans un tel scénario, le secrétaire général de l'ONU évoque une « menace existentielle directe »⁴ pour l'humanité que des scénarios estiment possible dès le 21 e ou le 22e siècle⁵. Les scientifiques sont aussi formel·les sur le fait qu'au rythme actuel des émissions de CO2 (40 GtCO2/an), il ne reste en 2022 que 5 ans de « quota carbone » pour maintenir avec haute probabilité le réchauffement sous la barre des +1.5°C.⁶

Pour cela, 58 % des réserves de pétrole, 56 % des réserves de gaz naturel et 89 % des réserves de charbon, bien qu'économiquement rentables, doivent impérativement rester dans le sol.⁷ Il va ainsi de soi qu'exploiter de nouveaux gisements d'énergie fossile est dès lors inenvisageable et que les infrastructures d'extraction existantes doivent être démocratiquement démantelées. Explorer de nouvelles réserves, en conscience des faits scientifiques, relève de fait, selon nous, d'un acte criminel contre l'ensemble de l'humanité. En dépit de ces évidences factuelles, l'entreprise TotalEnergies prévoit d'augmenter de 25 % ses extractions gazières d'ici 2030 et d'allouer toujours 70 % de ses investissements aux hydrocarbures sur la période 2022-2025.⁸ Ces investissements sont notamment assurés par les grandes banques françaises, dont la Société Générale, le Crédit Agricole et la BNP Paribas. Malgré ses prises de position publiques et son retrait officiel du projet, la BNP continue ainsi de financer les énergies fossiles tout comme ses homologues.

Quant à l'État français, il a participé en 2022 au nouveau record mondial de 1,000 milliards de dollars de subventions publiques à la consommation d'énergies fossiles.⁹

Le projet EACOP

L'oléoduc EACOP, projet mené par TotalEnergies à 62% aux côtés d'entreprises chinoises, ougandaises et tanzaniennes, transportera le pétrole à température de 50°C sur 1443 kilomètres. Il traversera ainsi zones habitées et aires naturelles protégées du Ouganda et de la Tanzanie. Au-delà de la menace pour plusieurs espèces en voie de disparition, ce projet affecte déjà 100 000 personnes souvent forcées de quitter leurs terres avec la promesse d'une compensation qui n'arrive pas. Un projet aujourd'hui inadmissible et pour lequel les coûts humains, environnementaux et sociaux inquiètent, la population et les médias locaux subissant une forte répression gouvernementale¹⁰.

Nos revendications

Dans le cadre d'actions de désobéissances civiles non-violentes, en ce mois de mai 2023, de nombreux collectifs citoyens, dont Extinction Rebellion et Scientifiques en Rebellion, en appellent ainsi à un désinvestissement immédiat en direction de tous les projets nouveaux d'extractions fossiles, au démantèlement concerté, progressif mais néanmoins urgent de l'ensemble de la filière fossile, ainsi qu'à porter devant la justice toute nouvelle décision écocidaire et portant atteinte à la survie de l'humanité de la part des financeurs et des entreprises pétrolières, gazières et charbonnières, telles que TotalEnergies, BNP Paribas, Société Générale et Crédit Agricole.

Contact presse

Jade pour XR Grenoble - 0652159739

1. <https://www.placegrenet.fr/2023/02/08/grenoble-action-choc-de-militants-dextinction-rebellion-contre-la-bnp-accusee-de-greenwashing/592582>

2. <https://www.placegrenet.fr/2023/03/18/grenoble-des-activistes-ecologistes-demandent-au-credit-agricole-darreter-de-financer-des-projets-petroliers-ou-gaziers/596990>

3. <https://www.placegrenet.fr/2023/04/25/le-collectif-dartistes-et-dactivistes-le-bruit-qui-court-revele-etre-a-lorigine-du-canular-wecop/601108>

4. Antonio Gutierrez, 10 septembre 2018. <https://news.un.org/en/story/2018/09/1018852>

5. Spratt, D., Dunlop, I., & Barrie, A. C. (2019). Existential climate-related security risk. A scenario approach, breakthrough.

6. Rapport GIEC, WG1 section TS.3.3.1, Table TS.3 (2021).

7. Welsby et al., (2021) Unextractable fossil fuels in a 1.5 °C world. Nature.

8. https://totalenergies.com/sites/g/files/nytnzq121/files/documents/2022-05/Sustainability_Climate_2022_Progress_Report_version_accessible_FR.pdf

9. <https://www.iea.org/commentaries/the-global-energy-crisis-pushed-fossil-fuel-consumption-subsidies-to-an-all-time-high-in-2022>

10. https://survie.org/IMG/pdf/rapport_at_survie_eacop_tz_09_2022-2.pdf